

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 06/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAUX FILMS

Boulevard Suzanne Clement
B.P. 8
76400 Fécamp

Références : 20250204-SuiviMed-ARInstallationsElec
Code AIOT : 0005800630

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement CAUX FILMS implanté Boulevard Suzanne Clement B.P. 8 76400 Fécamp. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 01 juillet 2024 suite au manque d'entretien des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAUX FILMS
- Boulevard Suzanne Clement B.P. 8 76400 Fécamp

- Code AIOT : 0005800630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Atelier de fabrication de films plastiques alimentaires

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Compte-rendu de vérification périodique Q18	AP de Mise en Demeure du 01/07/2024, article 1	/	Levée de mise en demeure
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 3.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
5	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Partie B	/	Sans objet
6	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7	/	Sans objet
7	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7	/	Sans objet
9	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7	/	Sans objet
10	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Point 11.2.1	/	Sans objet
11	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Point 1.3	/	Sans objet
12	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7	/	Sans objet
13	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant a traité les points de son installation électrique susceptibles d'engendrer des risques d'incendie et d'explosion. Par conséquent, l'inspection propose au préfet de la Seine Maritime de lever la mise en demeure.

L'inspection constate que l'exploitant a également mis en place une organisation lui permettant de traiter les observations mentionnées dans le rapport de contrôle annuel des installations électriques. Les efforts dans ce sens doivent être poursuivis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compte-rendu de vérification périodique Q18

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : La société CAUX FILMS (SIRET 81157884800012), dont le siège social est situé boulevard Suzanne Clément 76400 Fécamp est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté du 11 octobre 2004 modifié susvisé pour son établissement situé à la même adresse, en enlevant les non-conformités mentionnées dans le compte-rendu de vérification périodique Q18 avant le 31 juillet 2024 . Cette prescription est réputée satisfaite si les 27 points de non-conformités signalés dans le Q18 du 13 septembre 2023 sont traités et n'apparaissent pas dans le compte-rendu de vérification Q18 actualisé.
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 09/01/2025 le compte-rendu de vérification périodique Q18 du 30/10/2024 qui conclut que l'installation électrique ne peut entraîner de risques d'incendie et/ou d'explosion. <i>Remarque: un certificat Q18 est un compte-rendu de vérification des installations électriques établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Ce document complète les rapports réglementaires établis au titre du Code du travail, pour caractériser le niveau de risque ou d'incendie présenté par une installation électrique.</i> Par conséquent, l'inspection considère qu'elle a obtenu les éléments permettant de proposer au préfet de la Seine-Maritime, la levée de la mise en demeure prescrite par l'arrêté préfectoral du 01 juillet 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2024
Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation initiale ou leur modification par une personne compétente. Des contrôles périodiques sont effectués au moins une fois par an dans les conditions fixées par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, le rapport de vérification présentait des limites de prestation. Par conséquent, l'inspection avait considéré le contrôle des installations électriques comme incomplet. L'exploitant devait mettre en place les actions afin de compléter ce contrôle. L'exploitant a présenté lors de cette inspection le dernier rapport de contrôle des installations électriques par un organisme extérieur compétent (mission réalisée du 23/12/2024 au 27/12/2024). Le chapitre « limite de prestation » est sans objet. L'exploitant s'est organisé afin d'accompagner le prestataire de contrôle ainsi que pour effectuer les coupures des installations électriques requises lors de son arrêt de production de fin d'année. Par conséquent, l'inspection considère ce point de constat sans suites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2024
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation initiale ou leur modification par une personne compétente. Des contrôles périodiques sont effectués au moins une fois par an dans les conditions fixées par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place les actions suivantes afin d'améliorer l'état et le suivi des installations électriques : <ul style="list-style-type: none"> - mise en place d'un planning de nettoyage trimestriel des armoires électriques (constaté sur l'armoire en salle MR1) - suivi du plan d'action des observations mentionnées dans le rapport de contrôle. Les actions à mener sont priorisées.

<p>- organisation du contrôle annuel lors de l'arrêt de production de fin d'année afin d'être en mesure d'effectuer les coupures nécessaires et en présence du prestataire en charge de travaux sur les installations.</p> <p>L'inspection a constaté sur le terrain l'amélioration de l'état visuel des installations électriques (armoires fermées, pas de multiprises, installations fixées).</p> <p>L'exploitant doit poursuivre ses efforts afin de traiter les 79 observations restantes du contrôle annuel. Il indique s'être fixé comme objectif de les traiter d'ici le mois d'avril 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Langue de la FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni, à la demande de l'inspection, la fiche de donnée de sécurité du PVC (INOVYNTM PVC-Suspension PVC) et d'un plastifiant utilisé (CEREPLASTM DOA). Les deux FDS sont en français.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Partie B
Thème(s) : Produits chimiques, Architecture de la FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche de données de sécurité doit comprendre les 16 rubriques suivantes, conformément à l'article 31, paragraphe 6, ainsi que les sous-rubriques mentionnées ci-après, excepté pour la rubrique 3, dans laquelle seule la sous-rubrique 3.1 ou la sous-rubrique 3.2 doit être intégrée selon le cas.</p> <p>RUBRIQUE 1 - Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise</p> <p>1.1. Identificateur de produit 1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées 1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité 1.4. Numéro d'appel d'urgence</p> <p>RUBRIQUE 2 - Identification des dangers</p>

- 2.1. Classification de la substance ou du mélange
- 2.2. Éléments d'étiquetage
- 2.3. Autres dangers

RUBRIQUE 3 - Composition/informations sur les composants

- 3.1. Substances
- 3.2. Mélanges

RUBRIQUE 4 - Premiers secours

- 4.1. Description des mesures de premiers secours
- 4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés
- 4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

RUBRIQUE 5 - Mesures de lutte contre l'incendie

- 5.1. Moyens d'extinction
- 5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange
- 5.3. Conseils aux pompiers

RUBRIQUE 6 - Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

- 6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence
- 6.2. Précautions pour la protection de l'environnement
- 6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage
- 6.4. Référence à d'autres rubriques

RUBRIQUE 7 - Manipulation et stockage

- 7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger
- 7.2. Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités
- 7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

RUBRIQUE 8 - Contrôles de l'exposition/protection individuelle

- 8.1. Paramètres de contrôle
- 8.2. Contrôles de l'exposition

RUBRIQUE 9 - Propriétés physiques et chimiques

- 9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles
- 9.2. Autres informations

RUBRIQUE 10 - Stabilité et réactivité

- 10.1. Réactivité
- 10.2. Stabilité chimique
- 10.3. Possibilité de réactions dangereuses

- 10.4. Conditions à éviter
- 10.5. Matières incompatibles
- 10.6. Produits de décomposition dangereux

RUBRIQUE 11 - Informations toxicologiques

- 11.1. Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) no 1272/2008
- 11.2. Informations sur les autres dangers

RUBRIQUE 12 - Informations écologiques

- 12.1. Toxicité
- 12.2. Persistance et dégradabilité
- 12.3. Potentiel de bioaccumulation
- 12.4. Mobilité dans le sol
- 12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB
- 12.6. Propriétés perturbant le système endocrinien
- 12.7. Autres effets néfastes

RUBRIQUE 13 - Considérations relatives à l'élimination

- 13.1. Méthodes de traitement des déchets

RUBRIQUE 14 - Informations relatives au transport

- 14.1. Numéro ONU ou numéro d'identification
- 14.2. Désignation officielle de transport de l'ONU
- 14.3. Classe(s) de danger pour le transport
- 14.4. Groupe d'emballage
- 14.5. Dangers pour l'environnement
- 14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur
- 14.7. Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI

RUBRIQUE 15 - Informations relatives à la réglementation

- 15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement
- 15.2. Évaluation de la sécurité chimique

RUBRIQUE 16 - Autres informations

Constats :

Les Fiches de données transmises respectent cette architecture en 16 points.

Seul le paragraphe 2.3 autres dangers de la FDS CEREPLAS™ DOA est manquant mais ce produit n'est pas considéré comme dangereux selon le règlement européen n° 1272/2008 du 16 décembre 2008, dit CLP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7
Thème(s) : Produits chimiques, Rubrique 1 associée à la FDS
Prescription contrôlée : Cette rubrique 1 de la fiche de données de sécurité (Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise) précise de quelle manière la substance ou le mélange doivent être identifiés et de quelle manière les utilisations pertinentes identifiées, le nom du fournisseur de la substance ou du mélange ainsi que les coordonnées de contact du fournisseur de la substance ou du mélange, y compris la personne ou le service à contacter en cas d'urgence, doivent être indiqués sur la fiche de données de sécurité.
Constats : La rubrique 1 des deux FDS transmises est conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7
Thème(s) : Produits chimiques, Rubrique 1.1 associée à la FDS
Prescription contrôlée : Rubrique 1.1. Identificateur de produit L'identificateur de produit doit être fourni conformément à l'article 18, paragraphe 2, du règlement (CE) no 1272/2008 s'il s'agit d'une substance et conformément à l'article 18, paragraphe 3, point a), dudit règlement s'il s'agit d'un mélange, et tel qu'il figure sur l'étiquette, dans la ou les langues officielles du ou des États membres où la substance ou le mélange sont mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concernés ont adopté d'autres dispositions. Pour les substances soumises à enregistrement, l'identificateur de produit doit être conforme à celui fourni pour l'enregistrement, et le numéro d'enregistrement attribué en application de l'article 20, paragraphe 3, du présent règlement doit également être indiqué. Des identificateurs supplémentaires peuvent être fournis, même s'ils n'ont pas été utilisés pour l'enregistrement. Sans préjudice des obligations incombant aux utilisateurs en aval prévues à l'article 39 du présent règlement, la partie du numéro d'enregistrement désignant les différents déclarants lors d'une soumission conjointe peut être omise par un fournisseur qui est un distributeur ou un utilisateur en aval, pour autant que: a) Ce fournisseur s'engage à communiquer, sur demande, le numéro d'enregistrement complet pour les besoins de la mise en œuvre, ou, s'il ne dispose pas du numéro d'enregistrement complet, à transmettre la demande à son fournisseur, conformément au point b); et b) Ce fournisseur communique le numéro d'enregistrement complet à l'autorité de l'État membre

chargée du contrôle de la mise en œuvre ou de l'exécution de la législation (ci-après l'"autorité de contrôle") dans les sept jours suivant la demande, reçue directement de l'autorité de contrôle ou transmise par son destinataire, ou, s'il ne dispose pas du numéro d'enregistrement complet, qu'il transmette la demande à son propre fournisseur dans les sept jours suivant la demande, tout en informant en même temps l'autorité de contrôle.

Il est possible de fournir une seule fiche de données de sécurité pour plusieurs substances ou mélanges si les informations figurant sur cette fiche de données de sécurité répondent aux exigences de la présente annexe pour chaque substance et chaque mélange concernés.

Lorsque différentes formes d'une substance sont couvertes par une seule fiche de données de sécurité, il y a lieu d'inclure les informations pertinentes, en indiquant clairement à quelle forme se rapportent les différentes informations. Une autre option consiste à établir une fiche de données de sécurité distincte pour chaque forme ou groupe de formes.

Si la fiche de données de sécurité concerne une ou plusieurs nanoformes, ou des substances qui incluent des nanoformes, elle doit le mentionner en utilisant le mot "nanoforme".

Autres moyens d'identification

Il est possible de communiquer d'autres noms ou synonymes par lesquels une substance ou un mélange sont étiquetés ou couramment désignés.

Lorsqu'un mélange dispose d'un identifiant unique de formulation (UFI) conformément à l'annexe VIII, partie A, section 5, du règlement (CE) no 1272/2008 et que l'UFI est indiqué sur la fiche de données de sécurité, ce dernier doit figurer à la présente sous-rubrique.

Constats :

Le contenu des rubriques 1.1 associée aux FDS transmises est conforme

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7

Thème(s) : Produits chimiques, Rubrique 1.3 associée à la FDS

Prescription contrôlée :

Rubrique 1.3. Autres dangers

Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.

En outre, si le fournisseur n'est pas établi dans l'État membre dans lequel la substance ou le mélange sont mis sur le marché et s'il a désigné une personne responsable pour cet État membre, il y a lieu d'indiquer l'adresse complète et le numéro de téléphone de ladite personne responsable.

<p>Si un représentant exclusif a été désigné, les coordonnées du fabricant ou du formateur non établi dans l'Union peuvent également être indiquées.</p> <p>Pour les déclarants, les informations relatives au fournisseur de la fiche de données de sécurité et, le cas échéant, au fournisseur de la substance ou du mélange doivent correspondre à celles concernant l'identité du fabricant, de l'importateur ou du représentant exclusif fournies lors de l'enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contenu des rubriques 1.3 associée aux FDS transmises est conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Rubrique 2.3 associée à la FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 2.3. Autres dangers</p> <p>Il convient de fournir des informations indiquant si la substance répond aux critères pour être qualifiée de persistante, bioaccumulable et toxique, ou de très persistante et très bioaccumulable conformément à l'annexe XIII, si la substance a été inscrite sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, en raison de ses propriétés perturbant le système endocrinien, et si la substance est une substance connue pour avoir des propriétés perturbant le système endocrinien conformément aux critères énoncés dans le règlement délégué (UE) 2017/2100 de la Commission (3) ou dans le règlement (UE) 2018/605 de la Commission (4). Dans le cas d'un mélange, des informations doivent être fournies pour chacune de ces substances qui est présente dans le mélange à une concentration égale ou supérieure à 0,1 % en masse.</p> <p>Des informations doivent être données sur d'autres dangers qui n'entraînent pas la classification, mais qui peuvent contribuer aux dangers généraux de la substance ou du mélange, tels que la formation de contaminants atmosphériques pendant le durcissement ou le traitement, l'empoussiérage, les propriétés explosives qui ne satisfont pas aux critères de classification énoncés à l'annexe I, partie 2, section 2.1, du règlement (CE) no 1272/2008, les risques d'explosion de poussière, la sensibilisation croisée, l'asphyxie, la congélation, la sensibilisation très puissante de l'odorat ou du goût, ainsi qu'aux effets sur l'environnement, tels que les dangers pour les organismes du sol ou encore le potentiel photochimique de création d'ozone. L'ajout de la mention "Peut former un mélange poussière-air explosible en cas de dispersion" est approprié en cas de danger d'explosion de poussière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contenu des rubriques 2.3 associée aux FDS transmises est conforme.</p> <p>L'inspection fait remarquer à l'exploitant que le PVC est classé comme une poussière explosive au titre de cette rubrique et invite l'exploitant à approfondir la thématique ATEX sur son</p>

établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Point 11.2.1
Thème(s) : Produits chimiques, Propriété perturbateurs endocriniens
Prescription contrôlée : Des informations relatives aux effets néfastes sur la santé causés par les propriétés perturbant le système endocrinien doivent être fournies, lorsqu'elles sont disponibles, pour les substances identifiées comme ayant des propriétés perturbant le système endocrinien dans la sous-rubrique 2.3. Ces informations prendront la forme de résumés succincts des informations découlant de l'application des critères d'évaluation énoncés dans les règlements correspondants [(CE) no 1907/2006, (UE) 2017/2100 et (UE) 2018/605] qui sont pertinentes pour l'évaluation des effets de la perturbation du système endocrinien pour la santé humaine.
Constats : Les produits (PVC et plastifiant) examinés ne sont pas concernés par les propriétés perturbant le système endocrinien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Point 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Présence de nanoformes dans les substances ou les mélanges
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité mentionne dans chaque rubrique pertinente si elle concerne des nanoformes et, le cas échéant, précise lesquelles, et relie les informations de sécurité pertinentes à chacune de ces nanoformes. Comme prévu à l'annexe VI, on entend par "nanoforme" dans la présente annexe une nanoforme ou un groupe de nanoformes similaires.
Constats : Les produits ne sont pas concernés par les nanoformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7
Thème(s) : Produits chimiques, Propriétés gaz appauvrissant la couche d'ozone
Prescription contrôlée : Rubrique 15 - Informations relatives à la réglementation

<p>Cette rubrique de la fiche de données de sécurité présente les autres informations réglementaires relatives à la substance ou au mélange qui n'ont pas encore été fournies dans la fiche de données de sécurité [précisant, par exemple, si la substance ou le mélange tombe dans le champ d'application du règlement (CE) no 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (22), du règlement (CE) no 850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE (23) ou du règlement (UE) no 649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux (24)]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits ne sont pas concernés par ces règlements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Point 7</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Évaluation de la sécurité chimique de la substance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 15.2. Évaluation de la sécurité chimique</p> <p>Dans cette sous-rubrique de la fiche de données de sécurité, il y a lieu de préciser si le fournisseur a effectué une évaluation de la sécurité chimique de la substance ou du mélange.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un évaluation de la sécurité chimique a été réalisée pour le produit CEREPLASTM DOA. Aucune évaluation de la sécurité chimique n'a été réalisée pour le produit INOVYNTM PVC-Suspension PVC</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>